

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemerrier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 29 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 novembre 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PENVEN (ex TEMLER)

281 chaussée Jules César
95250 Beauchamp

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 novembre 2022 dans l'établissement PENVEN (ex TEMLER) implanté au 281 chaussée Jules César à Beauchamp (95250). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PENVEN (ex TEMLER)
- 281 chaussée Jules César 95250 BEAUCHAMP
- Code AIOT : 0006505455
- Régime : Autorisation, Non Seveso, Non IED

La société PENVEN a exploité une activité de réparation et maintenance de moteurs au 281 rue Jules César à BEAUCHAMP soumise au régime de l'autorisation préfectorale au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

La société PENVEN est placée en liquidation judiciaire depuis le 6 juillet 2018.

La visite d'inspection du 23 janvier 2020 a mis en évidence que la cessation d'activité est manifeste. En l'absence de notification de cessation d'activité formelle déposée par le liquidateur représentant la société PENVEN, il a été pris acte de l'arrêt définitif des activités de la société PENVEN.

La société PENVEN représentée par son mandataire judiciaire a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 23 janvier 2019 de respecter sous 3 mois :

- les dispositions de mise en sécurité telles que prévues à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;
- les dispositions relatives à la définition de l'usage futur du site à considérer, telles que prévues aux articles R. 512-39-1 et R. 512-39-2 du code de l'environnement.

Par rapport du 23 janvier 2020, l'Inspection des Installations Classées proposait à M. le Préfet du Val d'Oise, conformément aux dispositions de l'article L.171-8-II du Code de l'environnement, d'obliger le mandataire judiciaire, à consigner entre les mains d'un comptable public une somme de 12 000 € correspondant au coût estimé pour justifier :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;
- le ou les types d'usage futur du site à considérer.

La présente visite d'inspection a pour objet de vérifier les suites données à la mise en demeure du 23 janvier 2019 et de proposer au Préfet les suites à donner quant à la proposition de consignation figurant au rapport d'Inspection du 23 janvier 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Procédure de cessation d'activité	Code de l'environnement du 04/10/2022, article R.512-39-1 point II.	Consignation	Sans suites	
2	Procédure de cessation d'activité	Code de l'environnement du 04/10/2022, article R.512-39-1 point III.	/	Mise en Demeure	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nous avons pu constater le retrait des déchets présents lors de la visite d'inspection du 23 janvier 2020. La cuve enterrée de fuel a été vidée et ensablée. Le propriétaire du site nous indique être à l'origine de ces enlèvements de déchets, à ses frais.

Du fait du retrait des déchets et du comblement par du sable de la cuve enterrée, il n'apparaît plus l'existence de risque incendie ou explosion.

Nous constatons que le liquidateur n'a pas transmis les éléments justifiants que le site est placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédure de cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-39-1, point II. (version antérieure au 1 ^{er} juin 2022)
Thème(s) : Situation administrative, Procédure de cessation d'activité
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : Nous avons procédé à une visite d'inspection inopinée de la société PENVEN le 18 novembre 2022 à 16h.. Le site se décompose en deux parcelles : AM 367 et AM 368. L'inspection a été réalisée en présence du propriétaire de la parcelle AM 368. Nous avons pu constater que les déchets présents lors de l'inspection du 23 janvier 2020 n'étaient plus présents lors de l'inspection du 18 novembre 2022. En effet, les fûts de déchets dangereux avaient été évacués ainsi que le contenu de la cuve de fioul enterrée de 30 m ³ . Cette cuve a été comblée par du sable à l'issue de l'évacuation de son contenu. Ces mesures d'évacuation des déchets et de mise en sécurité ont été prises par le propriétaire de la parcelle AM 367. Au vu des actions de mise en sécurité mises en œuvre et du retrait des déchets, il n'apparaît plus de risques d'incendie et d'explosion résultant des activités cessées. Par courriel du 26 novembre 2022 le propriétaire de la parcelle AM367 a transmis à l'Inspection les justificatifs d'élimination des déchets. Ces déchets ont été gérés par CHIMIREC en janvier 2021. Le 281 chaussée Jules César est aujourd'hui occupé par une autre société. Les interdictions ou limitations ne sont plus utiles puisque l'Inspection constate la mise en sécurité du site. Au regard de ces constats. La proposition de consignation de sommes formulée par rapport d'inspection du 4 mars 2020 et d'un montant de 12 000 euros n'est plus valable du fait du constat d'évacuation des déchets. Le mandataire judiciaire n'a entretenu aucun contact avec l'Inspection de l'Environnement suite au rapport du 4 mars 2020 et le courrier de l'Inspection qui lui était adressé. Nous constatons qu'aucun élément relatif à la définition de l'usage futur du site à considérer n'a été transmis à l'inspection. Il ne peut être alloué de montant de consignation pour la détermination de l'usage futur du site. En conclusion, puisque le site a été mis en sécurité et qu'il ne peut être alloué un montant de consignation pour la détermination de l'usage futur, la proposition de consignation formulée par rapport de l'Inspection du 4 mars 2020 n'a plus lieu d'être. En revanche, la mise en demeure du 23 janvier 2019 rappelant au liquidateur son obligation de déterminer l'usage futur du site se poursuit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Relance du liquidateur sur la détermination de l'usage futur

N° 2 : Diagnostic environnemental

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-39-1 (version antérieure au 1 ^{er} juin 2022)
Thème(s) : Situation administrative, Procédure de cessation d'activité
Prescription contrôlée : III.-L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
Constats : Au jour de la rédaction du présent rapport, le liquidateur n'a transmis aucun élément concernant la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. Nous proposons au Préfet de mettre le liquidateur en demeure de justifier, sous 3 mois, du respect de la disposition susvisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure de 3 mois